

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : 2025_11_06_SHL_Gondecourt_0007000877_PPC_AR25_OSOUT
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et de traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100% d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels. Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80% de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires. En 2022, le site réceptionne environ 2000 tonnes de déchets par mois. Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5h à 22h et exceptionnellement le samedi de 8h à 18h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Localisation, repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	2 mois
6	Nivellement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	2 mois
7	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	2 mois
9	Niveau piézométrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Demande d'action corrective	2 mois
10	Transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Sans objet
2	Réseau de piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
3	Fréquence des prélèvements et des analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
4	Programme d'analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
8	Conditions de	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement	article 65-I-4°	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi des eaux souterraines conformes aux prescriptions. Il doit cependant veiller à la fermeture en sécurité de ses piézomètres et à l'enregistrement de ces derniers auprès du BRGM. Des cartographies permettant de visualiser le sens d'écoulement de la nappe au droit du site doivent être intégrées dans les rapports de suivis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes et selon la nature et le seuil mentionnés dans le tableau ci-dessous [...] respecte les dispositions suivantes :</p> <p>1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.</p> <p>II.-Les dispositions du I ne sont pas applicables aux installations pour lesquelles le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au risque de pollution des eaux souterraines et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est encadrée par l'article 9.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 06/01/2010. La surveillance est prescrite sur les paramètres suivants : pH, niveau statique de l'eau, hydrocarbures totaux, HAP et substances PCB, à une fréquence semestrielle.</p> <p>L'exploitant indique que le site a été repris en 2000 par ARF. Il s'agissait d'un site pollué. Une campagne de dépollution a été menée à l'époque avec du décaissement de terres.</p> <p>L'exploitant indique que des données relatives au suivi des eaux souterraines existent depuis 1994</p>

avec un unique piézomètre. En 1997, deux piézomètres étaient en place. À compter de 2001, les 6 piézomètres étaient implantés. L'exploitant ne dispose pas de l'étude ayant abouti à l'implantation de ces 6 piézomètres.

Une évaluation simplifiée des risques a été réalisée par Antéa en 2002, elle concluait à la bonne suppression des sources de pollution mais au maintien nécessaire d'une surveillance des eaux souterraines. Antéa préconisait notamment un suivi à raison de 4 fois par an sur les 6 piézomètres installés, sur les paramètres suivants :

- sur site : niveau piézométrique, pH, température, conductivité
- en laboratoire : COT, hydrocarbures totaux, PCB, BTEX, haloformes et apparentés.

L'exploitant présente également une expertise d'hydrogéologue agréé datée de 2009. Ce document ne remet pas en cause le positionnement des piézomètres actuels. Il précise également la position dans les champs captants et la sensibilité du milieu.

L'exploitant présente finalement un dernier rapport d'expertise hydrogéologique datée d'octobre 2025, intervenu dans le cadre de la construction de la STEP. Ce document demande l'ajout de 2 piézomètres supplémentaires en aval de la STEP, un pour le suivi de la nappe de la craie, et l'autre de la nappe des alluvions. La surveillance préconisée est identique à celle en place pour les autres piézomètres (mêmes paramètres, 2 fois par an).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

Constats :

Les analyses précitées mentionnent la présence de la nappe de la craie ainsi que la nappe des alluvions. La sensibilité du milieu y est également mentionnée.

Les ouvrages sont actuellement au nombre de 6, et deux nouveaux piézomètres doivent être installés (aval STEP). Les piézomètres fonctionnent par paire afin de suivre à la fois la nappe de la craie et la nappe des alluvions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquence des prélèvements et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : 2° Ce plan précise en particulier : [...] <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.
Constats : La fréquence de surveillance des eaux souterraines est prévue par l'arrêté préfectoral du 06/01/2010 comme étant semestrielle (période de hautes et basses eaux). L'exploitant a transmis les comptes-rendus de suivi des eaux souterraines sur les 5 dernières années. La seconde campagne de surveillance des eaux souterraines a été menée le 21 octobre 2025, l'exploitant ne disposait donc pas encore du compte-rendu lors de l'inspection. La fréquence est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : 2° Ce plan précise en particulier : [...] <ul style="list-style-type: none"> -les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
Constats : Les polluants à suivre sont identifiés par les différentes études précitées et repris dans l'arrêté préfectoral du 06/01/2010. Le rapport de la campagne du premier semestre 2025 (rapport Coelys référencé R-25-05-047-Rév.1) mentionne que « <i>Les prélèvements d'eaux souterraines ont été réalisés conformément à la norme NF X 31-615 « Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués (Prélèvements et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines) »</i> » Le protocole de prélèvement et d'échantillonnage y est mentionné : « <i>Les mesures et prélèvements réalisés ont été chronologiquement les suivants :</i> »

- Relevés du niveau statique (niveau d'eau) et de la profondeur de l'ouvrage à l'aide de la sonde piézométrique,
 - Purge de l'ouvrage à l'aide de la pompe immergée (positionnée à 1 m avant le fond de l'ouvrage). Le volume d'eau purgé correspond à au moins 3 fois le volume d'eau contenu dans le piézomètre en cas de paramètres in-situ non stables,
 - Mesures in-situ de la température, du pH et de la conductivité des différents échantillons. Constat organoleptique de la qualité de l'eau (couleur, odeur, ...),
 - Constitution des échantillons à une profondeur d'eau déterminée (1 m avant le fond de l'ouvrage) et conditionnement en respectant les préconisations de flaconnage du laboratoire agréé,
 - Conservation des échantillons en glacière avec des pains de glace (afin de minimiser l'altération des échantillons avant analyse),
 - Expédition des échantillons au laboratoire agréé dans les 24 heures suivant les prélèvements.
- »

Le rapport du premier semestre 2025 prévoit le programme d'analyse suivant :

- In situ : niveau de la nappe, observations de l'état de l'ouvrage et de l'aspect qualitatif de l'eau (couleur, odeur...), pH, température, conductivité, potentiel redox.
- Par la laboratoire Agrolab : HAP, PCB, Hydrocarbures totaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation, repérage et entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.

Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu.

Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.

Constats :

Les piézomètres sont visibles et entretenus. Les tubages sont en bon état. Les ouvrages sont situés dans des zones relativement dégagées, sans stockage à proximité immédiate.

Il est à noter que les capots des ouvrages sont en position fermée mais pas cadenassés.

Les fiches de prélèvement mentionnent parfois des commentaires sur la couleurs, l'odeur ou la présence de flottants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant maintient ses piézomètres fermés à l'aide de cadenas.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.
Constats : L'exploitant indique que le nivellement des piézomètres a bien été effectué. Cependant, il n'est pas en mesure de le justifier car il n'a retrouvé aucune information à ce sujet dans ses rapports. Le repère du nivellement n'est pas identifié sur la tête des ouvrages. Le sens d'écoulement de la nappe n'est par ailleurs pas cartographié dans les rapports semestriels de surveillance des eaux souterraines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les ouvrages ont été nivelés par un géomètre. L'exploitant s'assure que le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage. L'exploitant précise le sens d'écoulement de la nappe sur ses rapports semestriels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Enregistrement BSS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM
Constats : L'exploitant ne dispose pas des codes BSS de ses ouvrages lors de l'inspection. Il ne sait pas si ses ouvrages sont inscrits à la Banque du Sous-Sol du BRGM. Après consultation sur infoterre par l'Inspection, il apparaît qu'à minima certains des piézomètres ne sont pas référencés. L'exploitant procède à la régularisation de ses ouvrages de surveillance auprès du BRGM (déclaration sur DUPLOS : https://duplos.developpement-durable.gouv.fr)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant procède à la régularisation de ses ouvrages de surveillance auprès du BRGM (déclaration sur DUPLOS : https://duplos.developpement-durable.gouv.fr)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Conditions de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le rapport de la campagne du premier semestre 2025 (rapport Coelys référencé R-25-05-047-Rév.1) mentionne que :« <i>Les prélèvements d'eaux souterraines ont été réalisés conformément à la norme NF X 31-615 « Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués (Prélèvements et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines)</i> » L'exploitant précise que l'ordre des prélèvements dans les ouvrages n'est pas défini comme consigne. Les fiches de prélèvements mentionnent des commentaires sur l'odeur, la couleur, la présence de MES ou de flottant. La profondeur du prélèvement est mentionnée. Une purge est réalisée avant échantillonnage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les prélèvements dans les piézomètres doivent se faire du piézomètre le moins impacté au piézomètre le plus impacté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Niveau piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée :

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.
Constats : La mesure de l'altitude du niveau piézométrique est réalisée à chaque campagne. Cependant, les rapports de surveillance semestrielle des eaux souterraines ne contiennent pas de cartographie représentant le sens d'écoulement de la nappe.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que les rapports de surveillance semestrielles contiennent une cartographie piézométrique permettant d'interpréter les résultats des mesures du niveau de la nappe.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Transmission à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Il a été demandé à l'exploitant de remplir les résultats des campagnes de surveillance des eaux souterraines dans l'outil GIDAF. Un cadre GIDAF existe pour les 6 piézomètres actuellement exploités. L'exploitant s'est engagé à transmettre les informations de suivi des eaux souterraines via GIDAF à compter d'aujourd'hui.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet ses résultats de surveillance des eaux souterraines via GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois